

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 4–7 novembre 2013

QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

**Point 4 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2013/4-D
30 septembre 2013
ORIGINAL: ANGLAIS

POINT SUR LA COLLABORATION ENTRE LES INSTITUTIONS AYANT LEUR SIÈGE À ROME

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice, PGR*: Mme M. Tamamura tél.: 066513-2175

Chargé de l'information, PGR: M. R. Lodge tél.: 066513-2683

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Unité des relations avec les organismes ayant leur siège à Rome et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale

RÉSUMÉ

Les institutions des Nations Unies sises à Rome, à savoir l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole et le PAM, ont continué d'amplifier leur collaboration au niveau mondial, régional et national tout au long de 2011 et 2012, notamment en intensifiant le dialogue entre leurs hauts responsables sur les processus de réforme à l'œuvre dans chacune d'elles.

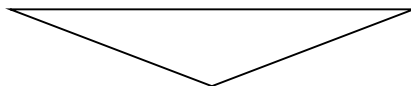
Elles ont fait du renforcement des partenariats, y compris entre elles, une priorité qu'elles intégreront dans leurs cadres stratégiques respectifs.

Ces trois institutions partagent une conception commune de la promotion de la sécurité alimentaire mondiale dans le cadre d'une double approche visant à faire reculer la faim au moyen de l'assistance alimentaire, de mesures de soutien nutritionnel et d'instruments de protection sociale, tout en éliminant les causes profondes de la faim et de la pauvreté. Il s'agit à cet effet d'apporter un appui sur le long terme au développement agricole et rural durable, en ciblant prioritairement l'amélioration des capacités des petits exploitants et le renforcement de l'appui offert aux femmes, aux enfants et aux jeunes sans emploi.

La persistance de la faim et de l'insécurité alimentaire à des niveaux inacceptables ainsi que les crises alimentaires et financières, la volatilité inusitée des prix et les situations d'urgence de grande ampleur ont donné un regain d'élan aux activités menées conjointement par les trois organismes. À l'échelon de la haute direction et au niveau technique, la collaboration se renforce et se focalise sur le plaidoyer de haut niveau consacré aux politiques relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, plus particulièrement dans le cadre du processus de l'après-2015 et du nouveau mandat de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, qui appelle à consolider le pôle de Rome, centré sur les institutions qui y ont leur siège, et à élaborer un nouveau plan de travail fondé sur le Défi Faim zéro énoncé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Les préparatifs en cours de l'Expo Milano 2015, qui a pour thème "Nourrir la planète, énergie pour la vie", offrent aux trois institutions de nouvelles possibilités de travailler ensemble et de coordonner la participation d'autres organismes des Nations Unies.

Les actions au niveau des pays continuent de recevoir une attention prioritaire, en particulier celles visant le développement de la petite agriculture, notamment dans le cadre des Achats au service du progrès. Les initiatives conjointes en matière de plaidoyer et de communication ainsi que les services communs ont été renforcés. La collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome a marqué des points dans les domaines suivants: i) le renforcement de la coordination des mécanismes et des processus au niveau mondial, régional et national; ii) l'accroissement de la collaboration à l'échelle des pays, comme dans le cas du Mozambique; iii) les évaluations conjointes; iv) l'appui au Comité de la sécurité alimentaire mondiale sous sa nouvelle forme et à sa transformation en instance intergouvernementale, internationale et multipartite de premier plan pour la sécurité alimentaire et la nutrition; et v) l'approche sectorielle globale de l'aide humanitaire, en particulier le module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil prend note du document intitulé "Point sur la collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome" (WFP/EB.2/2013/4-D).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

INTRODUCTION

1. Le présent rapport s'appuie sur le document de 2009 intitulé "Grands axes de la collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome"¹, qui définit le fondement de la collaboration entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le PAM comme suit:

"Les défis mondiaux comme le changement climatique et la crise de la sécurité alimentaire ont donné un nouvel élan au renforcement de la coopération entre les institutions ayant leur siège à Rome. En s'appuyant sur leurs avantages comparatifs respectifs, la FAO, le FIDA et le PAM peuvent [...] par leur action conjointe contribuer aux efforts menés à l'échelle planétaire pour éradiquer la faim et la pauvreté chroniques et pour améliorer l'accès des personnes pauvres et vulnérables à la nourriture."

2. Le document exposait également un cadre de collaboration fondé sur quatre piliers: i) avis sur les politiques, savoirs et suivi; ii) opérations; iii) plaidoyer et communication; et iv) collaboration administrative.
3. Depuis 2009, les vues sur la corrélation entre les deux premiers piliers ont sensiblement évolué. On estime désormais que le cloisonnement traditionnel entre politiques/savoirs et opérations risque d'engendrer une certaine rigidité institutionnelle, et qu'il est donc préférable de concevoir les activités concernant les politiques et les programmes dans une optique globale et de favoriser l'établissement de liens entre les différents éléments. Les réformes organisationnelles entreprises par les trois institutions reflètent ce nouveau courant de pensée, et le présent rapport traite ensemble les activités relatives aux opérations et aux politiques.
4. Les objectifs globaux de la collaboration entre les institutions sises à Rome restent tels qu'énoncés en 2009:
 - collaborer dans une optique commune en vue de promouvoir la sécurité alimentaire mondiale sur la base d'une "double démarche" visant, d'une part, à faire reculer la faim grâce à l'assistance alimentaire, à des mesures de soutien nutritionnel et à des filets de protection sociale et, d'autre part, à éliminer les causes profondes de la faim et de la pauvreté grâce à un appui sur le long terme au développement agricole et aux petits exploitants;
 - renforcer les capacités des trois institutions afin qu'elles puissent guider et appuyer la communauté internationale; et
 - aider les pays membres à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) [et définir les priorités pour l'après-2015].
5. Les trois institutions sont convenues de fonder leur collaboration sur les principes directeurs suivants: i) les partenariats font partie intégrante des mandats respectifs des trois institutions; ii) le partenariat n'est pas une fin en soi mais un moyen de renforcer les synergies, l'efficacité et l'efficience; iii) les enseignements tirés de l'expérience sont activement exploités; iv) la collaboration s'inscrit dans le contexte de la cohérence de l'action du système des Nations Unies; et v) la collaboration est impulsée par les processus nationaux. Toutefois, elles reconnaissent que le lieu le plus efficace pour une action efficace ne se situe pas toujours au niveau des pays, notamment lorsqu'il s'agit d'établir des

¹ WFP/EB.2/2009/11-C, document présenté au Conseil en novembre 2009.

normes et des règles, de concevoir des systèmes d'information, de conduire des activités de sensibilisation et de mobiliser des ressources.

6. Le présent rapport décrit les principaux résultats des travaux menés en collaboration par les trois institutions sises à Rome depuis le compte rendu de 2011 et indique les domaines prioritaires et les stratégies pour l'avenir. Il a été élaboré conjointement par les trois institutions.

PROMOUVOIR LES PRIORITÉS COMMUNES EN MATIÈRE DE POLITIQUES ET DE PROGRAMMES

7. Les résultats attendus de la collaboration des trois institutions dans ce domaine sont les suivants:
- renforcement de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques au niveau national et international; amélioration de l'accès à l'information;
 - création de cadres de travail et d'outils reconnus à l'échelle mondiale;
 - mise en œuvre d'opérations sur le terrain efficaces et efficientes;
 - amélioration de la mobilisation de ressources et de la performance globale; et
 - accroissement de la capacité à intervenir dans des contextes pluridisciplinaires.

Relancer la nutrition en tant que priorité des programmes

8. La nutrition, notamment l'amélioration des effets directs d'ordre nutritionnel résultant des interventions d'organismes des Nations Unies, est devenue un domaine prioritaire pour faire reculer l'insécurité alimentaire et promouvoir le développement durable.

⇒ *Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants*

9. La FAO, le FIDA et le PAM œuvrent de concert avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans le cadre de l'initiative Renforcer la nutrition, du Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH) et du Comité permanent de la nutrition. Le partenariat REACH applique une approche multisectorielle qui prend en compte les corrélations entre sécurité alimentaire, nutrition, santé, éducation, agriculture et soins aux enfants, ainsi que la nécessité d'une coordination plus efficace des programmes contribuant à lutter contre la dénutrition au niveau des pays.
10. En 2010, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a financé les travaux de REACH dans huit pays d'Afrique et d'Asie. Depuis cette même année, figurent au nombre des autres grands donateurs l'Union européenne, les États-Unis d'Amérique et la Fondation Bill et Melinda Gates. En 2012, l'initiative REACH s'est étendue à 13 pays, et 20 coordonnateurs sont en poste sur place. Elle appuie dans les pays la coordination du soutien apporté par les Nations Unies et les partenaires aux gouvernements, tandis que le Comité permanent de la nutrition s'attache à l'harmonisation des normes et des politiques, au partage des connaissances, au plaidoyer et à l'évaluation stratégique à l'échelle mondiale. À travers l'initiative REACH et le Comité permanent de la nutrition, les institutions sises à Rome coordonnent et appuient les activités des parties prenantes ayant trait à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en partenariat avec les gouvernements hôtes. Le Rwanda et le Burundi ont des programmes nutritionnels conjoints relevant de l'initiative REACH.

11. La promotion d'approches reposant sur les écoles qui associent potagers scolaires et éducation nutritionnelle aux programmes d'alimentation scolaire, et qui encouragent les liens entre l'alimentation scolaire et les petits exploitants locaux, constitue un important volet de la collaboration FAO-PAM en matière de nutrition, tant au niveau mondial qu'à celui des pays.

Renforcer l'architecture institutionnelle au service de la nutrition et de la sécurité alimentaire au niveau mondial

⇒ Collaboration G8/G20

12. La FAO, le FIDA et le PAM se sont concertés avec d'autres organisations internationales sur les contributions à présenter au G8 et au G20 dans le domaine des politiques. À l'actif du G8, accueilli en 2012 par les États-Unis d'Amérique, figure la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Les institutions ayant leur siège à Rome ont défini des positions communes sur les questions liées à la sécurité alimentaire en vue de les exposer lors du G20, à l'occasion de réunions d'organes tels que le Groupe de travail sur le développement. Les trois institutions font partie du secrétariat du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), qui est une initiative du G20 lancée en septembre 2011 afin de coordonner les mesures prises face à la volatilité des prix internationaux et de renforcer la transparence des marchés alimentaires. Le secrétariat est hébergé par la FAO. Au cours de sa première année, l'AMIS a établi une base de données sur l'offre et la demande de produits de base et défini plusieurs domaines prioritaires relatifs au suivi des marchés mondiaux et à la prévision des perturbations commerciales.

⇒ Collaboration dans le cadre du Conseil économique et social

13. La collaboration des trois institutions sises à Rome a également porté sur le traitement des causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la faim, domaine dans lequel la création d'emplois de meilleure qualité et en plus grand nombre ainsi que la promotion de la création d'entreprises dans le domaine agricole et les zones rurales sont primordiales. En marge de l'examen ministériel annuel de 2012, qui s'est tenu pendant la session de fond du Conseil économique et social sur le thème "Promouvoir la capacité de production, l'emploi et le travail décent pour éliminer la pauvreté à la faveur d'une croissance économique partagée, durable et équitable à tous les niveaux en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement", l'Organisation internationale du Travail, la FAO et le FIDA ont organisé une manifestation commune en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, le PAM et la Banque mondiale, intitulée "More and Better Rural Jobs for Achieving Food Security" (Stimuler et améliorer l'emploi rural pour établir la sécurité alimentaire). Les débats ont facilité la rédaction des recommandations finales de l'examen ministériel annuel.

⇒ Comité de la sécurité alimentaire mondiale

14. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) réformé, dont le secrétariat est constitué de membres du personnel de la FAO, du FIDA et du PAM, a consolidé son rôle en tant qu'instance intergouvernementale, internationale et multipartite de premier plan pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Les trois institutions font également partie du groupe consultatif auprès du Bureau du CSA.
15. En leur qualité de participants, de partenaires financiers et de membres du secrétariat du CSA, les trois institutions sises à Rome ont fait d'importantes contributions à l'élaboration des "Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire

nationale", qui constituent une des réalisations majeures du CSA. Ces directives concourent au but primordial qui est d'établir la sécurité alimentaire pour tous et favorisent la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le cadre de la sécurité alimentaire nationale. Ces derniers mois, la FAO et le FIDA se sont inspirés des directives dans la définition de leur coopération au niveau des pays.

16. Les trois institutions ont contribué à d'autres résultats importants du CSA, tels que l'approbation de la première version du Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition², la décision de lancer des consultations sur la préparation d'un programme d'action visant à lutter contre l'insécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée³, l'établissement des modalités d'élaboration de principes pour un investissement agricole responsable et la formulation de recommandations destinées aux débats des tables rondes sur les politiques lors de la réunion plénière du CSA.

Encadré 1

Le programme "Amélioration de la gouvernance mondiale pour la réduction de la faim", qui place la collaboration interinstitutions au cœur de sa stratégie, contribue à renforcer la coopération entre les institutions ayant leur siège à Rome. Il est financé par l'Union européenne avec des ressources complémentaires provenant de la FAO. Il est géré par la FAO, bénéficie du concours du FIDA et du PAM, et alloue des fonds au CSA ainsi qu'au Réseau d'information sur la sécurité alimentaire.

⇒ *Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire*

17. En 2011 et 2012, les institutions établies à Rome ont poursuivi leurs efforts communs au sein de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire en vue de remédier aux effets de la hausse et de la volatilité des prix des denrées alimentaires sur les populations les plus vulnérables. L'Équipe spéciale assure la coordination et la cohérence parmi ses membres s'occupant de la montée des prix des vivres; elle évalue les risques, les répercussions sur le plan humanitaire et les implications des programmes et des politiques; et elle définit des positions communes, y compris des messages conjoints destinés à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Conférence Rio+20) et au processus de l'après-2015.
18. En février 2013, les responsables de l'Équipe spéciale sont convenus de nouvelles attributions qui ont des incidences notables sur la collaboration des institutions sises à Rome. Ainsi, il est préconisé de poursuivre les actions de plaidoyer et de coordination avec doigté et de réorienter le plan de travail de l'Équipe autour du Défi Faim zéro énoncé par le Secrétaire général et de ses cinq piliers: faim zéro; élimination du retard de croissance chez les enfants âgés de moins de 2 ans; durabilité de tous les systèmes alimentaires; augmentation de 100 pour cent de la productivité et des revenus des petits exploitants; et zéro perte ou gaspillage de produits alimentaires.

² <http://www.fao.org/docrep/meeting/026/ME498F.pdf>.

³ FAO, 2012, High Level Expert Forum on Addressing Food Insecurity in Protracted Crises Report, 13–14 septembre 2012, Rome, Consultable à l'adresse suivante: http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs_high_level_forum/documents/REPORT_HLEF.pdf.

⇒ *Modules mondiaux d'action groupée dans le domaine humanitaire*

19. Le PAM et la FAO codirigent le module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire, qui est opérationnel depuis avril 2011. Le module associe plus de 35 organisations participantes et appuie jusqu'à 40 systèmes nationaux de coordination. L'engagement accru des organismes chefs de file et des partenaires a fait du module un outil efficace d'intervention humanitaire en faveur de la sécurité alimentaire. Des arrangements similaires de direction conjointe existent dans le cas de plusieurs pays, et ces dispositifs sont encouragés comme étant un excellent moyen d'aller de l'avant. Les deux institutions ont intensifié leur collaboration dans le domaine de l'intégration de la lutte contre les inégalités entre les sexes dans les programmes d'intervention d'urgence et de redressement, ainsi que dans celui du renforcement des compétences du personnel humanitaire en matière d'égalité des sexes.
20. Le module dispose d'une équipe d'appui multi-institutionnelle à l'échelle mondiale basée au Siège du PAM, à Rome, qui comprend la FAO, l'Équipe volante de spécialistes de l'égalité des sexes du Comité permanent interorganisations, HelpAge, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le projet de Capacité de protection de réserve du Conseil norvégien pour les réfugiés, et le PAM. Le programme de formation du module a été utile à plus de 200 coordonnateurs de modules et gestionnaires d'information potentiels et en activité relevant du PAM, de la FAO, d'organisations non gouvernementales (ONG) et des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. La FAO procède à la mise au point d'une composante d'apprentissage électronique pour le module.
21. Une évaluation conduite conjointement par le PAM et la FAO en 2013/14 produira un bilan plus détaillé des résultats du module.
22. La participation accrue de la FAO aux activités du module de la logistique dirigé par le PAM a eu pour effet de renforcer le partenariat entre les deux organismes. Depuis 2013, la FAO a fait appel aux services de transport du module de la logistique pour ses opérations en Haïti, en Libye, en Somalie, au Soudan du Sud et en République arabe syrienne.
23. La FAO et le PAM collaborent aussi dans le cadre du module mondial d'action groupée sur la nutrition conduit par l'UNICEF, et de celui des télécommunications d'urgence que dirige le PAM.

⇒ *Systèmes d'information sur la sécurité alimentaire*

24. Les trois institutions ayant leur siège à Rome collaborent régulièrement aux rapports sur *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde*; les publications de 2009, 2010 et 2011 ont été préparées par la FAO et le PAM, le FIDA s'étant associé à l'édition de 2012. Le numéro pour 2013 présentera des estimations de la prévalence de la sous-alimentation et évaluera les facteurs de progrès dans la réduction de la faim, tant au niveau mondial que dans certains pays.
25. Dans le cadre de la stratégie commune relative aux systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, avalisée en 2011, le PAM et la FAO, en collaboration avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), ont lancé en 2012 le Réseau d'information sur la sécurité alimentaire. Ce réseau vise à rassembler une communauté mondiale ayant vocation à aider les pays et les régions à renforcer leurs systèmes d'information sur la sécurité alimentaire. Il sera axé sur le développement des capacités Sud-Sud et sur la mobilisation de ressources financières, tout en mettant sur pied à l'échelon régional et national une communauté de réseaux, de scientifiques, d'ONG, d'organisations internationales et de partenaires de financement.

26. Le PAM, la FAO et d'autres partenaires ont continué d'appuyer la mise en œuvre de la classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire au travers du comité directeur de la classification. Cette classification se fonde sur une échelle normalisée qui a permis de définir divers niveaux de sécurité alimentaire dans 30 pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Un projet régional de classification couvrant six pays d'Asie, financé par l'Union européenne, a été achevé en mars 2013; dans ce cadre, 190 participants avaient été formés en Afghanistan, au Bangladesh, au Cambodge, au Népal, au Pakistan et aux Philippines.

⇒ *Évaluations de la sécurité alimentaire*

27. Depuis 2011, le PAM et la FAO ont réalisé des évaluations conjointes de la sécurité alimentaire en situation d'urgence au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, aux Philippines, en République arabe syrienne et au Tchad. Lorsque les gouvernements sollicitent une évaluation multisectorielle des besoins d'urgence après une crise, la FAO et le PAM dirigent généralement le bilan de la sécurité alimentaire et des aspects relatifs aux moyens d'existence pour le compte des Nations Unies. Plusieurs évaluations conjointes des besoins en matière de sécurité alimentaire et de relèvement des moyens d'existence ont été conduites au Pakistan depuis 2010 et il en est prévu de nouvelles.

28. La FAO et le PAM collaborent à la diffusion de données issues d'analyses approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité au moyen de CountrySTAT, système en ligne permettant de gérer et de communiquer des statistiques relatives à l'alimentation et à l'agriculture au niveau national et infranational. En 2012 et 2013, le PAM et la FAO ont effectué des missions conjointes d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire en Éthiopie, à Madagascar, en République arabe syrienne, en République populaire démocratique de Corée et au Soudan du Sud. Ces évaluations sont réalisées à la demande des gouvernements dans les pays frappés par des situations d'urgence liées à des problèmes de production agricole ou de disponibilités alimentaires.

Promouvoir la sécurité alimentaire, la nutrition, l'agriculture durable et la transformation rurale dans le cadre du processus de l'après-2015

29. En collaboration avec Bioversity International, les trois institutions sises à Rome ont contribué à la Conférence Rio+20, qui a marqué une étape dans la voie à suivre à cet égard. La faim, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture, le renforcement de la résilience et l'égalité entre les sexes figuraient au premier rang des préoccupations, tandis que la réduction des risques de catastrophe et la protection sociale étaient également inscrites en bonne place dans le document final. Le Secrétaire général de l'ONU a lancé le Défi Faim zéro lors d'une manifestation organisée en marge de la conférence par les institutions établies à Rome.

30. Le Secrétaire général s'emploie à faciliter des initiatives à caractère fédérateur et consultatif pour le processus post-OMD en y associant un large éventail de parties prenantes. Une de ces initiatives a été la mise en place d'une équipe spéciale des Nations Unies chargée d'appuyer le processus. En 2012, la participation des institutions sises à Rome aux travaux de l'équipe spéciale a eu pour résultat majeur l'élaboration du rapport intitulé "Réaliser l'avenir que nous voulons pour tous", dans lequel la faim, l'alimentation et la nutrition occupent une place primordiale parmi les éléments influant sur le développement durable. Plus récemment, les institutions ayant leur siège à Rome ont œuvré au sein de l'équipe de soutien technique (relevant de l'équipe spéciale) qui appuie le groupe de travail à composition non limitée chargé de définir les objectifs du développement durable; ce groupe constitue la principale instance issue de la Conférence

Rio+20 dans laquelle les États membres peuvent conduire le débat sur le programme de développement durable pour l'après-2015. Les institutions établies à Rome ont également rédigé une déclaration commune pour le groupe de travail à composition non limitée sur l'emploi et la croissance sans exclusive, dans laquelle était soulignée l'importance de promouvoir le travail décent et l'accès à la protection sociale dans les zones rurales pour réaliser les objectifs de portée mondiale concernant la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et une croissance profitant davantage à tous.

31. Le PAM et la FAO ont conduit la consultation thématique mondiale sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition, avec le concours du FIDA et de Bioversity International. Les participants ont conclu qu'il était possible d'éradiquer durablement la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition d'ici à 2025, mais que cela impliquait certaines conditions, notamment celles: i) d'accorder la priorité aux femmes et aux petits producteurs en tant qu'agents du changement; ii) de faire de la nutrition un élément essentiel de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté; iii) d'encourager la production vivrière et la consommation alimentaire dans un souci de durabilité; iv) de donner un rôle central au secteur rural, dont dépendent les deux tiers des pauvres de la planète; et v) de promouvoir la résilience face aux aléas.

**Encadré 2: Cinquième Conférence internationale de Tokyo
sur le développement de l'Afrique**

Les institutions ayant leur siège à Rome ont apporté des contributions à la cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, qui s'est tenue à Yokohama en mai 2013. Elles ont chacune présenté une déclaration commune pendant les sessions thématiques sur le renforcement des bases sectorielles de la croissance (FIDA); l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 (FAO); et l'égalité des sexes: favoriser l'autonomisation des femmes (PAM).

Renforcer la collaboration au niveau des pays

32. Les domaines de coopération au niveau des pays entre les trois organismes sis à Rome comprennent les projets agricoles, les évaluations conjointes de la sécurité alimentaire et les groupes thématiques, les activités Vivres contre travail et Vivres pour la formation, et les programmes de microcrédit. Le FIDA a financé 29 projets de la FAO en 2011 et 27 en 2012. Le Centre d'investissement de la FAO a dépêché 86 missions sur le terrain en 2011 pour appuyer les investissements du FIDA ainsi que le travail en amont, et 63 en 2012, apportant de substantielles contributions à 11 projets d'investissement en 2011 et à 14 en 2012. En 2012 toujours, la FAO et le PAM ont collaboré dans le cadre de 105 projets dans 58 pays, tandis que le FIDA et le PAM ont collaboré à 11 projets dans 10 pays; en 2011, la FAO et le PAM ont collaboré à 86 projets dans 50 pays, tandis que le FIDA et le PAM ont collaboré à 9 projets dans 11 pays.
33. La collaboration au niveau national entre la FAO et le FIDA porte principalement sur des projets d'investissement financés par le FIDA, tandis que la FAO fournit une assistance technique. Une grande partie de cette assistance émane du Centre d'investissement de la FAO, qui participe à la préparation d'environ 20 pour cent des projets financés par le FIDA.

⇒ *Prix d'excellence*

34. En février 2013, l'équipe de pays FAO/FIDA/PAM au Mozambique a reçu le premier prix d'excellence décerné en reconnaissance du travail mené en partenariat, récompensant les résultats obtenus dans une large gamme de domaines au titre de l'initiative Unis dans l'action. Tirant parti des avantages comparatifs de chacune d'entre elles, les trois institutions œuvrant au Mozambique s'emploient notamment à améliorer les disponibilités alimentaires et l'accès aux vivres tout au long de la chaîne de valeur, à stimuler la demande d'aliments nutritifs et leur utilisation, et à renforcer la résilience face aux chocs par la réduction des risques et l'adaptation au changement climatique. Le programme conjoint alliait les dispositions du PAM en matière d'achat à l'expertise technique de la FAO et du FIDA dans les domaines de la production, du stockage, de la gestion des entreprises et de l'accès au crédit.
35. Le programme avait pour objectif d'accroître les revenus des petits exploitants et d'améliorer les moyens d'existence en milieu rural. Il s'est traduit par de meilleures options de stockage pour les agriculteurs et leurs associations, des pratiques de manutention après récolte plus efficaces et un plus large accès aux marchés. L'accès au crédit au travers du Fonds de garantie appuyé par le FIDA a permis aux petits exploitants de disposer de capitaux pour pouvoir commercialiser leur production.
36. Les autres équipes de pays candidates au prix opéraient en Afghanistan, au Burkina Faso, dans l'État plurinational de Bolivie, au Kenya, au Lesotho, à Madagascar, au Niger, aux Philippines et en République kirghize. Au Burkina Faso, par exemple, le FIDA et le PAM ont travaillé de concert pour apporter une assistance aux petites organisations paysannes, notamment en assurant des stages de formation, en mettant à disposition des installations de stockage, et en fournissant des céréales et des légumes secs; la FAO et le PAM, eux, ont établi un partenariat destiné à aider les ONG à mettre en œuvre des activités Espèces pour la création d'avoirs, au profit de plus de 2 000 agriculteurs. De même, au Niger, le FIDA et le PAM ont conjugué leur action pour mener à bien des activités Vivres et Espèces pour la création d'avoirs aux fins de la remise en état de terres et de l'amélioration de la production grâce à la planification participative. Au Niger toujours, la FAO, le FIDA, le PAM et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) œuvrent ensemble depuis 2012 à une initiative conjointe visant à promouvoir les droits des femmes rurales et à améliorer les moyens d'existence.

Encadré 3: La crise de la rouille du caféier en Amérique centrale

La FAO et le PAM collaborent avec d'autres acteurs régionaux à l'élaboration d'un plan d'action régional en vue de définir une approche intégrée propre à atténuer les répercussions de la crise de la rouille du caféier et à rétablir la capacité productive des plantations caféières touchées. Pour remédier aux effets d'ordre socioéconomique, il faudra disposer d'une analyse des communautés frappées fondée sur des données probantes afin de définir les activités immédiates, à moyen terme et à plus long terme nécessaires pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des travailleurs concernés et restaurer leur capacité productive. La FAO et le PAM ont conçu une approche en deux volets: i) évaluation des incidences socioéconomiques de la rouille du caféier sur l'emploi, la production, et la sécurité alimentaire et nutritionnelle; et ii) élaboration et gestion de mesures de compensation et d'atténuation pour contrer ces effets, en particulier sur les producteurs et les familles les plus vulnérables.

Renforcer la résilience face aux crises récurrentes

⇒ *Plan d'action des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe aux fins du renforcement de la résilience*

37. La FAO et le PAM mettent en œuvre le Plan d'action des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe aux fins du renforcement de la résilience, dont l'élaboration a été achevée en mars 2013. Ce plan accélérera l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans toutes les opérations des Nations Unies au niveau des pays et appuiera l'application du Cadre d'action de Hyogo.

⇒ *Système de gestion des risques météorologiques*

38. Le Système de gestion des risques météorologiques du FIDA et du PAM appuie la mise au point d'outils novateurs de gestion des risques météorologiques et climatiques, dont l'assurance fondée sur un indice météorologique, qui améliorent les moyens d'existence et réduisent la faim en milieu rural. Ce mécanisme a été lancé en 2008 avec le soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates. Depuis, il a été utilisé pour tester des assurances indicelles en Chine et en Éthiopie, ce qui a permis de produire une étude qui fait date portant sur 36 dispositifs pilotes d'assurance fondée sur des indices météorologiques.

⇒ *Plate-forme régionale pour la résilience face aux catastrophes et la durabilité établie par l'Autorité intergouvernementale pour le développement*

39. La FAO et le PAM ont travaillé ensemble au niveau régional pour améliorer la résilience à la suite de la crise qui a frappé la Corne de l'Afrique en 2011. Les deux organismes sont membres de la plate-forme régionale pour la résilience face aux catastrophes et la durabilité depuis sa création par l'Autorité intergouvernementale pour le développement, et ont contribué à l'élaboration de composantes de cette plate-forme au niveau national et régional. La collaboration sur la résilience a débuté à l'occasion de la préparation conjointe du Plan d'action pour la Corne de l'Afrique par la FAO, le PAM et Oxfam.

Améliorer les capacités de participation aux marchés nationaux et internationaux

⇒ *Initiative Achats au service du progrès*

40. Depuis le lancement en 2008 de l'initiative pilote du PAM sur cinq ans intitulée "Achats au service du progrès", la FAO et le FIDA sont des partenaires stratégiques et opérationnels essentiels. Un mémorandum d'accord établi en juin 2008 a encadré les perspectives de renforcement des partenariats qui se sont concrétisées tout au long de l'année 2012.

41. L'initiative Achats au service du progrès a mobilisé la FAO dans 16 pays pilotes et le FIDA dans 5. L'appui technique apporté par la FAO aux organisations paysannes participant à cette initiative est assuré grâce aux ressources allouées par des bailleurs de fonds partenaires de l'initiative, à un appui financier provenant de l'initiative elle-même et aux propres fonds complémentaires de la FAO. La collaboration sur le terrain avec le FIDA est centrée sur l'accès au crédit.

42. La participation de la FAO et du FIDA au groupe d'examen technique de l'initiative, composé de neuf experts du développement agricole et commercial, a été essentielle dans l'élaboration du système de suivi et d'évaluation de l'initiative et dans l'appui à sa mise en œuvre. En 2012, le groupe d'examen technique s'est penché sur les nouvelles données

relatives à l'initiative et a formulé des recommandations visant à en renforcer l'analyse d'impact.

43. Le Centre d'investissement de la FAO procède avec le PAM à une analyse de la rentabilité de l'initiative en El Salvador, au Malawi, au Mali et en République-Unie de Tanzanie. Cette étude de sept mois est cofinancée par les deux institutions et vise à quantifier les coûts et les avantages de l'initiative au cours des cinq années de sa phase d'expérimentation. Elle sera achevée en janvier 2014.

⇒ *Acheter aux Africains pour l'Afrique*

44. Dans le cadre de l'initiative Acheter aux Africains pour l'Afrique, le partenariat sur le terrain est couplé à la collaboration Sud-Sud, la FAO et l'initiative Achats au service du progrès mettant les petits exploitants en rapport avec les programmes d'alimentation scolaire menés en Éthiopie, au Malawi, au Mozambique, au Niger et au Sénégal. Cette initiative pilote d'échelle modeste constitue un tremplin pour l'engagement de la FAO et de l'initiative Achats au service du progrès au niveau opérationnel, et des experts brésiliens apportent leur appui afin de favoriser l'échange d'expérience Sud-Sud.

⇒ *Renforcement des capacités en matière de finance rurale*

45. Il y a 10 ans, un partenariat pour le renforcement des capacités en finance rurale a été établi entre le FIDA, la FAO, l'Agence allemande de coopération internationale, la Banque mondiale et le Fonds d'équipement des Nations Unies. Ce partenariat vise à faciliter la collaboration entre institutions en vue d'élargir l'accès au financement et à l'investissement aux fins d'un développement agricole et rural sans exclusive.

Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

46. Les trois institutions sises à Rome et ONU-Femmes orchestrent les actions conjointes des Nations Unies visant à appuyer l'autonomisation économique des femmes rurales. À leur actif figure notamment l'élaboration d'un programme quinquennal conjoint intitulé "Accélérer les progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales", qui sera mis en œuvre en Éthiopie, au Guatemala, au Libéria, au Népal, au Niger, en République kirghize et au Rwanda. Entre septembre et décembre 2012, les parties prenantes nationales ont participé à des ateliers de concertation au Guatemala, au Népal, au Niger et en République kirghize pour définir des programmes nationaux conjoints. Entre mai et juin 2013, le Rwanda et le Libéria ont lancé leurs programmes nationaux. Les trois institutions ayant leur siège à Rome célèbrent ensemble la Journée internationale de la femme et mènent des actions de sensibilisation sur divers aspects critiques liés à l'égalité des sexes. En Afrique orientale et centrale, la FAO et le PAM collaborent dans le contexte du Réseau régional sur l'égalité des sexes et les moyens d'existence en milieu rural avec d'autres organismes des Nations Unies, des ONG et des partenaires de financement, et s'emploient à mettre sur pied avec le FIDA un programme régional conjoint sur l'égalité des sexes.
47. Avant la tenue de la session de 2012 de la Commission de la condition de la femme, ONU-Femmes a organisé à Accra (Ghana) une réunion d'experts sur le thème "Permettre l'autonomisation économique des femmes rurales: institutions, opportunités et participation", en collaboration avec les institutions sises à Rome. Les quatre instances ont élaboré des recommandations en matière de politiques et de programmes à l'intention des gouvernements, du système des Nations Unies, de la société civile et d'autres parties prenantes, et ont en outre établi une fiche d'information sur la condition des femmes rurales au regard de chaque OMD.

PLAIDOYER ET COMMUNICATION

48. Les effets attendus sont les suivants:
- participation et plaidoyer plus efficaces dans les enceintes internationales; et
 - meilleure sensibilisation du grand public à la collaboration entre institutions.
49. Les activités de communication et de plaidoyer sont intégrées à toutes les opérations conjointes des trois institutions ayant leur siège à Rome.
50. Les responsables de la communication de toutes les institutions des Nations Unies se réunissent chaque année pour débattre de la coordination des activités et d'autres sujets liés à la communication. En 2013, la réunion s'est tenue pour la première fois à Rome: organisée par les trois institutions qui y ont leur siège, elle a été hébergée par le FIDA et a réuni des représentants de 30 organismes des Nations Unies, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Les sujets traités portaient notamment sur la sécurité alimentaire mondiale, les enjeux de la communication en République arabe syrienne et au Moyen-Orient, les messages centraux pour l'Expo Milano 2015, les impacts et les meilleures pratiques en matière de médias sociaux, et le programme de développement pour l'après-2015. L'Expo Milano 2015, sur le thème "Nourrir la planète, énergie pour la vie", se déroulera du 1^{er} mai au 31 octobre 2015; le Secrétaire général a chargé les trois institutions établies à Rome de coordonner la participation du système des Nations Unies. Depuis juillet 2012, elles collaborent au groupe de pilotage de haut niveau et apportent un concours opérationnel à l'équipe des Nations Unies chargée de l'Expo 2015.
51. Afin d'améliorer l'homogénéité de la terminologie, les trois institutions s'emploient à produire conjointement un glossaire contenant les définitions des termes fréquemment employés, tels que sécurité alimentaire, nutrition, malnutrition et nourriture.
52. Depuis 2010, les trois institutions ayant leur siège à Rome coproduisent la série télévisée en ligne *Hungry Planet*, qui met en lumière des problèmes urgents de développement rural. Cette série est diffusée sur la Télévision et vidéo des Nations Unies à New York, ainsi que sur des chaînes de télévision sud-africaines et italiennes. Le FIDA apporte les ressources nécessaires au montage de chaque épisode.
53. Les médias sociaux offrent aux trois institutions de plus nombreuses possibilités de collaboration; depuis 2011, elles ont participé et contribué aux campagnes de chacune d'entre elles sur les médias sociaux, amplifiant les messages et renforçant la sensibilisation aux questions ayant trait à l'agriculture, au développement rural, à la sécurité alimentaire et à la nutrition.
54. Avec Bioversity International et d'autres partenaires, les trois institutions sises à Rome organisent chaque année au mois d'octobre la course/marche *Hunger Run*, dont le parcours passe par le centre de Rome et qui contribue à sensibiliser le public au problème de la faim et à lever des fonds pour appuyer un projet particulier sur le terrain. Les recettes provenant de l'édition 2012 ont aidé à financer un projet conjoint des trois institutions au profit de communautés où sévissait la faim dans le district de Mwingi au Kenya.

Encadré 4: Coopération Sud-Sud

En 2012, la FAO et le FIDA ont conjointement encouragé les efforts de coopération Sud-Sud à l'occasion du Forum sur les solutions relatives à l'agriculture et à la sécurité alimentaire tenu pendant l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud, accueillie par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, à Vienne. Cette année, c'est le Programme des Nations Unies pour l'environnement qui hébergera à Nairobi l'exposition, dans le cadre de laquelle la FAO et le FIDA faciliteront la participation des institutions du Sud pour relever les défis qui se posent dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

COLLABORATION ADMINISTRATIVE

55. Les effets attendus sont les suivants: efficacité accrue et gains d'efficience.
56. Les institutions ayant leur siège à Rome étudient les possibilités d'harmoniser leurs modes opératoires dans l'objectif de réduire leurs coûts, de tirer parti de l'expérience et des connaissances spécialisées de chacune d'elles, et de faciliter l'accroissement de l'efficience et de l'efficacité en augmentant leur pouvoir d'achat.
57. Les chefs des services administratifs des trois institutions se réunissent régulièrement pour explorer les possibilités de collaboration, y compris par la mutation entre les organismes de membres du personnel du cadre organique et des services généraux.
58. Les trois institutions ont réduit les coûts de leurs services administratifs en travaillant ensemble dans les secteurs de la passation des marchés, des services financiers, des voyages et d'autres initiatives dans le cadre desquelles elles ont mis en commun leurs ressources et leurs compétences spécialisées pour un bénéfice collectif accru et durable.

Achats communs

59. Les achats communs d'équipement, de services et de services collectifs par les trois institutions établies à Rome ont systématiquement permis aux services administratifs de leurs sièges respectifs de réaliser des gains d'efficience. En 2011 et 2012, à la suite des bons résultats de la phase pilote achevée en 2010, les trois institutions ont largement utilisé les services de leur équipe commune chargée de la passation des marchés. Au cours des trois dernières années, les activités d'appels d'offres communs totalisaient une valeur attendue de 41 millions de dollars É.-U. pour 31 soumissions.

Services financiers

60. La coopération entre les départements de la trésorerie des trois institutions s'est sensiblement amplifiée, particulièrement en matière de gestion des savoirs et de soutien aux bureaux de pays. Les trésoriers des trois organismes participent au comité des placements de chacune des institutions, contribuant ainsi au partage des connaissances et des meilleures pratiques.

Gestion des ressources humaines

61. Les trois institutions se concertent régulièrement sur des questions ayant trait aux ressources humaines, afin d'adopter une position commune chaque fois que possible. La collaboration a par exemple porté sur les prestations et avantages dus aux personnes en poste à Rome et sur l'examen de l'âge réglementaire du départ à la retraite.

Sécurité aux sièges

62. *Partage de l'information.* Les services de sécurité des trois institutions ont adopté une matrice commune d'évaluation des risques liés à la sécurité ainsi qu'un plan de sécurité pour le personnel des Nations Unies en Italie.
63. *Formation.* Le but est de réduire au minimum les coûts de formation pour une plus large base de stagiaires. Au cours des deux dernières années, plus de 160 membres du personnel des trois institutions ont participé à des stages conjoints de sensibilisation aux questions de sécurité portant sur les menaces terroristes biologiques et chimiques, les courriers suspects, les menaces d'attentat à la bombe et autres.

Services médicaux

64. À l'issue d'un appel d'offres commun, les trois institutions ont passé un contrat avec une nouvelle compagnie (Europ Assistance) qui offre des services d'évacuation sanitaire aérienne pour leurs agents en poste sur le terrain et le personnel du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, qui a adhéré au contrat. Les trois institutions mettent à jour conjointement leurs plans de préparation à une pandémie en vue de les communiquer à leurs bureaux de terrain aux fins d'actualisation des stocks de fournitures médicales.
65. Tous les achats de fournitures médicales des trois institutions sont centralisés, ce qui permet de grouper les achats et de réaliser de substantielles économies.

Technologies de l'information et des communications

66. Les chefs de l'information des trois institutions se réunissent deux fois par mois pour examiner les questions ayant trait aux technologies de l'information et aux initiatives en cours, notamment l'interconnexion des sites Web, l'accès partagé aux sites Intranet, la participation interinstitutionnelle des directeurs des technologies de l'information en tant que conseillers auprès des organes de gouvernance informatique de chaque organisme, l'utilisation de l'infrastructure d'appui informatique d'urgence à Doubaï, la mise en place d'un cadre multi-organismes pour la communication des données sur le terrain, l'emploi coordonné de services de vidéoconférence et la location partagée d'équipement informatique.

Locaux communs

67. En février 2013, le Directeur général de la FAO et le Président du FIDA ont signé un accord-cadre en vertu duquel la FAO aidera le FIDA à établir des bureaux de pays dans les locaux qu'occupe la FAO dans certains pays. Cet accord est conçu de manière à renforcer la coopération de longue date entre les deux institutions.

LA VOIE À SUIVRE

Deuxième Conférence internationale sur la nutrition

68. La FAO et l'OMS, en coopération avec le FIDA, le PAM, l'IFPRI, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'UNICEF, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce et l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, sont en train d'organiser la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, qui se tiendra au siège de la FAO du 19 au 21 novembre 2014. Cette conférence ministérielle intergouvernementale de haut niveau a pour objet de

proposer un cadre souple de politiques propres à répondre aux principaux défis nutritionnels et de fixer les priorités de la coopération internationale.

Collaboration technique

69. Le groupe de travail mixte sur les stratégies, créé à la suite d'une décision prise par les chefs de secrétariat des trois institutions sises à Rome et ayant pour mandat d'élaborer les priorités communes, a défini les actions ci-après pour le moyen terme: i) promouvoir les droits fonciers et l'accès aux terres, aux pêches et aux forêts au travers des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale; ii) approfondir la collaboration sur le développement et lancer la phase post-expérimentale de l'initiative Achats au service du progrès, en intégrant les bonnes pratiques et les enseignements dégagés; iii) souligner l'importance de l'agriculture familiale au niveau national, régional et mondial; et iv) poursuivre les efforts en matière de nutrition et les partenariats.
70. Le lancement de l'Année internationale de l'agriculture familiale en 2014 offre aux institutions ayant leur siège à Rome l'occasion d'unir leurs forces avec celles d'autres organismes pour promouvoir les systèmes durables utilisés par les familles d'agriculteurs et souligner le rôle essentiel des petits exploitants, et notamment des femmes, dans le recul de la faim et de la pauvreté et dans la protection de l'environnement et de la diversité biologique.
71. À la suite de l'adoption du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011–2020 lors de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés tenue en mai 2011 à Istanbul (Turquie), les institutions ayant leur siège à Rome ont constitué en octobre 2012 un Groupe de travail sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que le développement rural dans les pays les moins avancés, afin de contribuer à la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul dans ces domaines.

Réduction des pertes de produits alimentaires moyennant l'amélioration de la gestion après récolte

72. En 2011, un rapport sur les pertes vivrières épinglait le volume et la valeur lourde de conséquences des pertes et des gaspillages alimentaires dans le monde, dont le montant était estimé supérieur au chiffre colossal de mille milliards de dollars par an. Les pertes de produits alimentaires après récolte, qui se produisent entre les champs et le marché, excèdent souvent 30 pour cent de la production céréalière annuelle totale de l'Afrique subsaharienne, et dépassent le volume total d'aide alimentaire envoyé dans cette région au cours des 10 dernières années. Un des moyens les plus sûrs d'accroître la sécurité alimentaire est d'éliminer les pertes de produits alimentaires entre les exploitations et les consommateurs.
73. Le FIDA et le PAM se sont associés à l'initiative mondiale intitulée "Réduire les pertes vivrières et le gaspillage de nourriture" (initiative Save Food), fondée et développée par la FAO et Messe Düsseldorf, entité du secteur privé spécialisée dans l'organisation de foires internationales pour l'industrie du conditionnement et de la transformation des denrées.
74. Dans le cadre d'un projet sur la gestion après récolte en Afrique subsaharienne, en cours de négociation avec la Direction suisse du développement et de la coopération, les trois institutions sises à Rome apporteront un appui conjoint aux opérations après récolte au Burkina Faso, en Ouganda et en République démocratique du Congo. Le projet vise à

réduire le niveau actuel des pertes de 25 pour cent dans certaines chaînes d'approvisionnement et à accroître de 10 pour cent le revenu des petits exploitants.

Contrôle

75. Le Bureau de l'Inspecteur général du PAM et les services de contrôle de la FAO et du FIDA s'emploient à promouvoir les évaluations des risques et les audits menés conjointement. Ils prévoient à ce titre de commencer par examiner les activités menées conjointement au niveau central dans le domaine des achats et de la passation des marchés d'articles non alimentaires et de services.

Mesure et évaluation des résultats

76. Les résultats de la collaboration administrative et opérationnelle peuvent se mesurer en termes d'évitement de coûts administratifs, d'obtention de prix plus avantageux que ceux du marché et, dans l'idéal, d'économies sur les coûts directs. L'expérience montre que l'impact des appels d'offres conjoints sur les coûts directs peut varier considérablement d'une institution à l'autre et que, dans certains cas, cette procédure peut même augmenter les coûts. Toutefois, globalement, les avantages découlant des appels d'offres conjoints sont appréciables et pourraient être encore accrus. Il convient également d'examiner si la structure actuelle de l'équipe commune chargée de la passation des marchés répond au mieux aux exigences des trois institutions ou s'il y aurait lieu de la renforcer.

77. Les effets de la coopération en matière d'orientation des politiques et de partage des connaissances ne sont pas encore quantifiables, mais le groupe de travail mixte sur les stratégies recommande que les institutions ayant leur siège à Rome intensifient le partage de données et les approches visant à renforcer l'efficacité et l'efficacé dans la réalisation d'objectifs communs. Cet aspect est également souligné dans l'Examen quadriennal complet.

78. Comme noté précédemment, les évaluations prévues de travaux conjoints concernant les programmes comprennent une évaluation conjointe FAO/PAM du module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire pour 2013/14 et l'évaluation en 2014 des pays bénéficiant de l'initiative REACH financée par l'ACDI.

COLLABORATION ENTRE LES INSTITUTIONS AYANT LEUR SIÈGE À ROME (2011-2013)

ONU – Unis dans l'action – Conseil économique et social – Examen quadriennal complet - Comité permanent interorganisations

Mécanismes de coordination

Sièges mondiaux: chefs de secrétariat, adjoints, chefs de cabinet, divisions, bureaux régionaux, équipes de pays des Nations Unies

Renforcement de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques; création de cadres et d'outils agréés

- ✓ Processus de l'après-2015
- ✓ Plan d'action des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe aux fins du renforcement de la résilience
- ✓ G8 et G20
- ✓ Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire - y compris l'initiative Défi. Faim zéro
- ✓ Comité de la sécurité alimentaire mondiale
- ✓ Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition
- ✓ Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts
- ✓ Partenariat REACH
- ✓ État de l'insécurité alimentaire dans le monde
- ✓ Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- ✓ Classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire

Efficacité du plaidoyer visant à mieux sensibiliser le grand public à la collaboration entre institutions

- ✓ Après-2015 à Rome/Madrid/New York
- ✓ Cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, à Yokohama
- ✓ Journée internationale de la femme
- ✓ Journée mondiale de l'alimentation
- ✓ Expo 2015 à Milan
- ✓ Coopération Sud-Sud
- ✓ Année internationale de l'agriculture familiale
- ✓ Manifestations de sensibilisation du public

Efficacité accrue et gains d'efficacité

- ✓ Équipe commune chargée de la passation des marchés
- ✓ Voyages – Finances – Ressources humaines – Sécurité – Installations – Technologies de l'information et des communications – Services médicaux aux sièges
- ✓ Locaux communs au niveau des pays
- ✓ Audit

Efficacité et efficacité des opérations sur le terrain; amélioration de la mobilisation des ressources et de la performance globale

- ✓ Module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire
- ✓ Module mondial de la logistique
- ✓ Module mondial des télécommunications d'urgence
- ✓ Module mondial de la nutrition
- ✓ Évaluations
- ✓ Gestion des risques météorologiques
- ✓ Résilience
- ✓ Achats au service du progrès (P4P)
- ✓ Protection sociale
- ✓ Filets de sécurité
- ✓ Financement rural
- ✓ Problématique hommes-femmes
- ✓ Prix d'excellence
- ✓ Mesure des résultats
- ✓ Bilan

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACDI	Agence canadienne de développement international
AMIS	Système d'information sur les marchés agricoles
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
Partenariat REACH	Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance